



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE



Direction de la Communication

NEWS

Revue de presse



Jeudi 08 septembre 2022



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Gouvernement : présentation d'un avant-projet de loi relative à la réglementation des changes

Un avant-projet de loi relative à la répression de l'infraction à la législation et à la réglementation des changes et des mouvements de capitaux de et vers l'étranger a été présenté, mercredi, par le ministre de la Justice, Garde des Sceaux, Abderrachid Tabi, lors de la réunion du Gouvernement présidée par le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, indique un communiqué des services du Premier ministre.

El Watan
LE QUOTIDIEN INDEPENDANT

RAPPORT DE LA BANQUE MONDIALE SUR LES MARCHÉS DES HYDROCARBURES «Les prix d'exportation du gaz algérien ont augmenté de 29%...»

- L'Algérie est actuellement très sollicitée par les pays européens qui ont décidé, du moins à moyen terme, de se passer du gaz russe à cause de la guerre en Ukraine.

L'Algérie tire-t-elle vraiment avantage de la conjoncture favorable des marchés pétrolier et gazier ? La question a pendant longtemps accaparé l'attention de l'opinion publique nationale, d'autant que les moyens du pays ont déjà commencé à se raréfier depuis la baisse des cours en 2014. Le dernier rapport de suivi de la situation économique en Algérie de la Banque mondiale, au printemps 2022, a bien souligné la spécificité algérienne en la matière.

«De janvier à septembre 2021, les prix d'exportation du gaz naturel algérien ont augmenté de 29%, contre 64% pour le prix de référence du gaz européen, du fait de la part de contrats arrimés aux prix du pétrole avec un délai dans les exportations algériennes», a fait remarquer la BM. Ainsi a-t-on relevé le manque à gagner enregistré par l'Algérie à cause sans doute de la nature des contrats signés avec les partenaires européens.



49e Assemblée générale de l'Organisation Africaine des Assurances : Le Comité exécutif sera installé le 2 octobre

Le Haut comité d'organisation de la 49e Assemblée générale de l'Organisation africaine des assurances, qui se tiendra du 28 au 31 mai 2023 à l'hôtel El-Aurassi à Alger, a reçu M. Jean Baptiste Ntukamazina, Secrétaire général de l'OAA. Une rencontre, affirme M. Hassen Khelifati, Pdg d'Alliance assurance et vice-président de l'UAR, qui a permis de «faire le point de situation et suivre les préparatifs de ce grand évènement économique d'envergure internationale et mondiale». Pour cette conférence, «nous attendons une participation importante qui pourra atteindre 2.000 délégués internationaux». Outre ce Haut comité composé de 6 dirigeants de compagnies d'assurances, il a été procédé à l'installation de différentes commissions. Répondant à nos questions, M. Khelifati annonce que le Comité exécutif de l'évènement «se réunira le 2 octobre prochain à Lomé (Togo)». En prévision de cette 49e Conférence de l'OAA, plusieurs thématiques peuvent figurer parmi les choix des organisateurs.



L'économiste Abderrahmane Hedaf à El Moudjahid : «L'UE pour un nouveau partenariat»

S'exprimant sur ce point, l'économiste Abderrahmane Hedaf a indiqué à El Moudjahid que «les partenaires de l'Algérie doivent concevoir et adopter une nouvelle approche de coopération pour un partenariat juste et durable». Selon lui, «l'Algérie ne se limite pas aux dossiers de l'immigration et des enjeux sécuritaires». «Il y a surtout ses énormes potentiels économiques», a-t-il certifié. Cela dit, il ajoute dans ce même sillage que «l'Algérie c'est aussi une ressource humaine et des compétences, aussi bien à l'intérieur du pays qu'à l'international».



Récupération de l'argent pillé : Application rigoureuse des jugements relatifs à la confiscation

L'Etat est déterminé à lutter contre la corruption et récupérer les fonds détournés. Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a mis en avant l'importance et le rôle de la loi concernant la prévention contre le financement du terrorisme et le blanchiment d'argent et la corruption en général, lors du conseil des ministres tenu dimanche dernier. Le chef de l'Etat a insisté sur l'application et le respect de toutes les procédures et des jugements relatifs à la confiscation.



Financement du Projet «Solar 1000»

La Banque mondiale se propose

L'Agence multilatérale de garantie des investissements a affiché sa disponibilité à apporter les garanties au profit des investisseurs potentiels.

L'Algérie entame un programme ambitieux de transition énergétique, basé sur des fondements solides. C'est, en somme, ce qui transparaît de l'actualité relative aux perspectives tracées par le ministère de la Transition énergétique et des Énergies renouvelables. Intervenant, hier, sur les ondes de la Radio nationale, le secrétaire général du même ministère, Bouziane Mahmah, a estimé dans ce cadre, que



Avant-projet de loi sur le statut d'auto-entrepreneur

Grand ménage dans l'économie numérique

Ce projet de loi permettra au Trésor public de récupérer l'argent circulant dans l'économie parallèle et offrira un statut et une couverture aux acteurs du domaine.

Le e-commerce en Algérie est un secteur en pleine expansion. Des milliers, voire des milliards de dinars sont générés. Des milliers d'emplois sont aussi créés. Toutefois, tout se fait pratiquement dans l'illégalité, à l'exception de quelques grandes plates-formes. Tout un marché parallèle s'est créé. Autant d'argent perdu pour le Trésor public. Surtout que ces jeunes, formés sur le tas comme «pros du marketing digital», font dans la «fuite de capitaux» en dépensant quelques miettes de devises dans les publicités et sponsoring sur les réseaux

sociaux. D'autres, faute d'emplois, se sont reconvertis dans les VTC. Mais, à l'instar de certains acteurs du monde «2.0», ils n'ont aucune existence légale.



[Impôts Algérie : avantages fiscaux pour cette catégorie de jeunes](#)

Le gouvernement met en place des avantages fiscaux pour une catégorie de jeunes en Algérie. Vous voulez savoir de qui s'agit-il ? Restez branchés, Dzair Daily expose pour vous plus de détails à ce propos dans l'édition d'aujourd'hui, mercredi 7 septembre 2022.

Le gouvernement algérien compte réduire le nombre d'individus actifs sur le marché parallèle dans le domaine de l'économie numérique et de la digitalisation. Pour cela, il met en place des avantages fiscaux pour ces jeunes investisseurs en vue d'intégrer cette catégorie dans l'économie nationale de l'Algérie. Il s'agit là de ce que rapporte Ennahar dans son édition.



[Gouvernement Benabderrahmane : Présentation de la déclaration générale au Parlement](#)

Lors de sa réunion hebdomadaire présidée par le Premier ministre Aïmene Benabderrahmane, le gouvernement a examiné un avant-projet de déclaration de politique générale. Une fois adoptée, ce document sera présenté au Parlement.



[Résultats du secteur financier en 2020 et 2021 : Banques publiques et privées, une rentabilité intacte](#)

Ces profits permettent aux banques publiques d'investir plus aisément dans la digitalisation, le système d'information et de se redéployer à travers la création d'agences en Afrique subsaharienne et en France pour drainer l'épargne de la diaspora. Cette situation favorise également l'ouverture de nouvelles banques privées.

La rentabilité des banques publiques et privées reste intacte. Les chiffres de ces établissements financiers, publiés en 2020 et 2021 et compilés par le cabinet conseil SL Finances, dirigé par l'économiste Rachid Sekak, montrent que ces établissements bancaires sont très rentables en dépit de la persistance de la crise sanitaire et de la reprise timide de l'économie l'année dernière.

بموجب قانون المقاول الذاتي المرتقب قبل نهاية السنة الجارية

هؤلاء خارج تجار السوق السوداء بداية من 2023

ستشطب الحكومة قائمة من المهن الناشطة في السوق السوداء من لائحة المتهربين ضريبياً، بمجرد تمرير قانون المقاول الذاتي على البرلمان ثم صدوره في الجريدة الرسمية قبل نهاية السنة الجارية، ويتعلق الأمر بالدرجة الأولى بمطوري تطبيقات الويب والهاتف والمسوق الإلكتروني وسائق سيارة النقل، ومسير منصات التواصل الاجتماعي والإنفو جراف، حيث سيتم إدراج هؤلاء في لائحة المشتركين في الضمان الاجتماعي ومسددي الضرائب مقابل امتيازات بالجملة.



اجتماع الحكومة..دراسة المشروع التمهيدي لبيان السياسة العامة الذي سيقدم للبرلمان

درست الحكومة،اليوم الأربعاء، المشروع التمهيدي لبيان السياسة العامة للحكومة الذي سيقدم على مستوى البرلمان طبقاً لأحكام الدستور.



توقعات بتحسن قيمة الدينار الجزائري أمام الدولار

كشفت وكالة "فيتش سوليشنز" الأمريكية، عن توقعات إيجابية للاقتصاد الجزائري في شكله الكلي أو الجزئي، خلال الأشهر المقبلة من سنة 2022، ففي آخر تقرير لها، والصادر في آخر يوم من شهر أوت الماضي، تنبأت وكالة التصنيف الائتماني الأمريكي، بتغيرات ستشهدها قيمة الدينار الجزائري مقارنة بالعملات الأجنبية الصعبة، في مقدمتها الدولار الأمريكي.

REGARD

Sur le volet économique, les négociations entre l'Algérie et l'Europe ont connu des divergences qui se sont accentuées suite à la décision du gouvernement, courant 2009, de pastuler 51 pour cent aux Algériens dans tout projet d'investissement. Pour l'Algérie, faisant un bilan en 2020, en 15 ans d'application de l'Accord d'association avec l'Union européenne (UE), le partenaire européen a réussi à lui vendre l'équivalent de plus de 310 milliards de dollars de marchandises, alors que ce même partenaire a acheté pour quelque 15 milliards de dollars de produits algériens, hors hydrocarbures. Pour l'Algérie, dans cet accord, l'Europe s'est engagée à favoriser une économie diversifiée dans le cadre d'un partenariat gagnant-gagnant, ne voulant pas être considérée comme un simple marché. Cependant, malgré ces divergences, il semble que des solutions positives commencent à émerger. L'Algérie reste convaincue que les discussions engagées par les deux parties sur ce dossier permettront d'arriver à des solutions pragmatiques et acceptables qui prennent en ligne de compte les intérêts légitimes de chaque partie. Pour l'Algérie, qui a introduit une série de mesures protectionnistes, invoquant une détérioration de la balance de paiements, il n'est pas question de rompre l'Accord d'association qui la lie à l'Europe mais de favoriser un partenariat gagnant-gagnant, l'Europe ne devant pas considérer l'Algérie uniquement du point de vue d'un marché. Le nouveau Code d'investissement assouplissant la règle des

SUR QUELLES BASES RELANCER L'ACCORD D'ASSOCIATION ?

49/51%, ainsi que la nouvelle loi sur les hydrocarbures ont pour objectif combiné de dynamiser l'investissement direct étranger qui a baissé entre 2008 et 2021. C'est que l'Europe reste un partenaire clef pour l'Algérie, comme en témoigne la structure du commerce extérieur de l'Algérie pour 2019, 2020 et le premier semestre 2022. En 2019, les pays de l'Europe enregistrent une part de 58,14 % de la valeur globale des échanges commerciaux, soit un montant de 45,21 milliards USD contre 51,96 milliards USD enregistré durant l'année 2018. Selon les statistiques douanières pour 2020, la moyenne globale des échanges commerciaux avec l'Europe est de 51,85% pour un montant de 30,17 milliards de dollars, l'Asie-Océanie 31,07% pour 18,08 milliards de dollars avec la dominance de la Chine, et une progression Amérique latine-USA, les autres espaces Afrique-Monde arabe restant marginaux. En 2020, l'Europe représente 48,45% des importations et 56,76% des exportations. Pour le premier semestre 2022, l'Algérie tend à diversifier ses partenaires commerciaux dont les principaux fournisseurs sont la Chine (16,5%), la France (7,17%), le Brésil (6,51%), l'Argentine (6,44 %), et l'Italie (5,83%), tandis que ses

Par Abderrahmane Mebtoul (*)

principaux clients sont, l'Italie (21,83%), l'Espagne (12,13%), la France (9,94%), les Pays-Bas (7,38%) et les États-Unis (5,75%). Sur le plan géostratégique, pour l'Europe, l'Algérie est un acteur déterminant de la stabilité régionale et dans l'approvisionnement en énergie de l'Europe. Selon l'Exécutif européen, dans son rapport sur l'état d'avancement des relations UE-Algérie en date du 03 mai 2018 et dans plusieurs rapports entre 2019-2021, l'Union européenne salue les efforts de l'Algérie en matière de sécurité et de défense au niveau de la région. Selon ces rapports, «l'effort continu, (...) de modernisation des équipements, ainsi que les nombreux effectifs de sécurité dont l'Algérie dispose, ont permis au pays de contrer de façon efficace les menaces terroristes. L'évolution de la crise libyenne et la situation complexe dans la région du Sahel ont amené l'Armée nationale populaire (ANP) à déployer des forces de sécurité supplémentaires aux frontières. L'effort continu de l'ANP et des forces de sécurité a permis au pays de contrer de façon efficace les menaces terroristes». Concernant l'énergie, l'Algérie tant à travers le GNL que les canalisations Medgaz et Transmed est un acteur stratégique pour l'approvisionnement en énergie de l'Europe. Cependant, elle doit s'orienter vers un Mix énergétique afin d'honorer ses engagements internationaux du fait de la forte consommation intérieure.

A. M.

(*) Expert international

ÉCONOMIE

L'Exécutif a du pain sur la planche

L'ANNÉE 2022 EST CELLE DU DÉCOLLAGE ÉCONOMIQUE. L'heure est au bilan mais une rétrospective doit être établie pour tracer la trajectoire à suivre afin d'entamer un nouvel exercice sous de bons auspices.

Des avancées ont été enregistrées mais beaucoup reste à faire pour que tous les signaux soient au vert. Un des grands dossiers épineux des prochains mois est celui de l'inflation qui s'est répercutée sur le pouvoir d'achat du citoyen. Selon l'économiste Kamel Kheffache, «l'inflation a touché beaucoup de produits de consommation et il reste encore à faire face aux dépenses de la rentrée des classes».

«Il y a lieu aussi de concevoir en toute urgence un plan de soutien aux populations sinistrées par les incendies et aux milliers de salariés et de travailleurs qui se sont retrouvés dans une situation précaire après près de deux ans de crise sanitaire», ajoute-t-il.

Selon cet expert consultant en renforcement des capacités de gouvernance, l'Exécutif a du pain sur la planche. «Le gouvernement doit mettre en place un plan d'action d'urgence pour le lancement et le suivi de chantiers phares, à l'exemple du méga-gisement de fer de Ghar Djebilet, du port d'El Hamdania à Cherchell, des mines de zinc d'Amizour à Bejata, de phosphate de Bir El Ater à Tébessa, du programme de développement des énergies renouvelables permettant la production de 15.000 MW d'électricité à

l'horizon 2035, et la réalisation de centrales photovoltaïques». «Suite à la montée des prix du pétrole dépassant les 100 dollars, les pouvoirs publics doivent mettre en place une stratégie de gestion rationnelle de cette embellie financière», renchérit-il. Kheffache insiste pour inclure dans le plan d'action, «la mise en œuvre de nouveaux mécanismes de gestion de l'argent public, et de la libéralisation de l'investissement, notamment pour les jeunes». «Il est temps d'éradiquer les réseaux de corruption et de bureaucratie, et d'activer les réels leviers de croissance et de développement, loin des pratiques anciennes et des vieux paradigmes de gestion», conclut-il.

CONCRÉTISATION DES DÉCISIONS

La concrétisation des décisions économiques est très attendue par le monde des affaires, particulièrement le patronat. Des efforts ont été consentis pour l'amélioration du climat des affaires mais la mise en œuvre souffre souvent de lenteurs bureaucratiques.

La promulgation d'un nouveau code des investissements, qui comporte des facilitations notamment la mesure de suppression de la règle d'investissement 51/49 et la relance de plusieurs projets bloqués pour des raisons diverses, est un grand pas en avant. L'Algérie aspire à améliorer la productivité en développant des activités

industrielles à forte valeur ajoutée susceptibles de tirer vers le haut leur contribution au PIB. L'autre objectif est d'améliorer le positionnement des produits made «in Algeria» sur le marché international. Réduire la facture d'importation, même si elle est en baisse continue, doit être une priorité. Booster les investissements étrangers directs est inscrit également en haut de l'échelle des priorités des pouvoirs publics.

Les fruits de cet effort commencent à être récoltés. L'exemple est celui de l'accord signé, en juillet dernier, par la Sonatrach avec l'italien Enie, l'américain Occidental et le français TotalEnergies, pour une valeur de quatre milliards de dollars, visant l'exploitation des gisements gaziers et pétroliers du bassin de Berkine pour une période de 25 ans. L'Algérie a également signé un mémorandum d'entente pour la réalisation du projet du gazoduc transsaharien qui la relie avec le Nigeria et le Niger sur une distance de 4.000 km. L'intégration des zones de libre échange, notamment africaine (Zlecaf), revient comme un leitmotiv dans le discours politique. Enfin et eu égard aux enjeux liés à la sécurité alimentaire, toute l'action devra se concentrer sur l'augmentation de la production agricole et le développement des cultures stratégiques.

■ Wassila Ould Hamouda



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger